

*Croissance et emploi –
Des réformes en Europe pour les citoyens et pour
l'économie*

Discours

Michael Glos MdB

Ministre fédéral de l'économie et de la Technologie

A l'occasion de la
Lecture de Ludwig Erhard du Conseil de Lisbonne

le 27 février 2007

à 14:00 h

À Bruxelles

Seul le prononcé fait foi!

Cher Monsieur Hofheinz,
chère Madame Mettler,
chère Madame Kuneva,
cher Monsieur Gurria,
Mesdames et Messieurs!

Je vous remercie de m'avoir invité pour
tenir la conférence annuelle „Ludwig
Erhard sur l'état de l'économie
européenne“.

C'est avec plaisir que je remplace la
chancelière ici.

Cette série de conférences du Conseil de
Lisbonne s'inscrit dans la tradition
spirituelle de Ludwig Erhard, le grand
ministre allemand de l'économie de la
première heure et père de l'économie

sociale du marché.

Ludwig Erhard aurait fêté son 110ème anniversaire le 4 février.

Pour cette raison, nous avons érigé une buste au Ministère fédéral de l'Économie pour honorer sa mémoire et comme signe de motivation.

Il a passé outre des résistances de taille pour mettre un terme à la réglementation administrative et libéraliser les prix en 1948:

Il a mis un terme au contrôle des investissements, à l'économie d'affectation par l'Etat et au cloisonnement de l'économie extérieure.

Il était courageux de prendre cette décision ordo-libérale de principe à un moment si tôt dans l'histoire allemande de l'après-guerre. C'est l'oeuvre historique de Erhard.

Elle était le fondement de notre économie sociale de marché. Et elle était le fondement de l'histoire à succès de la République fédérale de l'Allemagne.

Ludwig Erhard était profondément convaincu qu'il faut donner de la liberté à l'homme – de la marge de manoeuvre et de la responsabilité.

Pou lui l'économie sociale de marché était un acte de libération de la société:

Elle incite l'individu à la performance, elle est génératrice de créativité et d'énergie.

Et elle concilie efficacité et succès économique avec sécurité sociale et responsabilité.

Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont plus ceux de l'époque de Ludwig Erhard. Nous vivons et nous agissons dans d'autres conditions cadres:

Dans les années 50 et 60, l'Europe était en concurrence avec ces voisins européens.

L'Europe d'aujourd'hui doit s'affirmer face à la concurrence mondiale.

- Nous sommes en concurrence avec les Etats Unis.
- Les pays asiatiques émergents comme la Chine et l'Inde deviennent de plus en plus forts.

Notre prospérité s'est accrue. Mais les Européens craignent pour leur prospérité.

Ils se demandent si

- leur emploi est sûr.
- si ils sont suffisamment protégés en cas de maladie ou pour la vieillesse.

Et il sont de plus en plus préoccupés par les grands thèmes, notamment:

- la garantie de l'approvisionnement en énergie,
- le changement climatique.

Même si le monde a changé depuis
Ludwig Erhard – ses visions sont toujours
d'actualité.

La chaîne de raisonnement de l'économie
sociale de marché est la suivante:

- de la liberté à la concurrence.
- et de la concurrence à la prospérité et
à la sécurité sociale.
- Cela doit rester la ligne directrice de
nos jours.

C'était Ludwig Erhard qui a créé une
ambiance d'encouragement dans les
années de construction de notre pays:

Cela reste l'une des tâches privilégiées de notre politique.

Il est d'autant plus regrettable que la confiance des Européens dans la force de l'Europe pour résoudre nos problèmes batte de l'aile:

- Selon l'Eurobaromètre de décembre 2006 seuls 46 % des citoyens européens, donc moins de la moitié ont une image positive de l'Europe.
- Un peu plus de la moitié croit toujours qu'en fin de compte son Etat membre profite de l'Union européenne. C'est déjà ça.

- Mais seul un tiers des citoyens européens croit que nous cheminons dans la bonne direction.

Je me félicite donc que le Lisbon Council se soit donné pour tâche de coopérer à l'élaboration d'une stratégie pour plus de croissance et d'emploi en Europe.

Permettez-moi de vous en remercier, cher Monsieur Hofheinz et vous aussi, chère Madame Mettler. Soyez assurés de notre reconnaissance.

Lors du Conseil européen à Lisbonne en 2000, les Etats membres de l'UE se sont fixés comme objectif, „de devenir d'ici l'an 2010 la région basée sur le savoir la plus compétitive à l'échelon mondial.

C'était sûrement une résolution courageuse pour ne pas dire effrontée.

On ne peut le comprendre qu'en se remémorant l'euphorie de la „New Economy“. Son destin est connu: La bulle a éclaté.

En 2005 nous devons nous rendre à l'évidence: Le bilan intermédiaire a montré que nous n'avons pas beaucoup avancé.

Ou pour utiliser les termes du Président de la Commission Barroso qui a dit dans l'un de ces discours: Quand les arbres cachent la forêt on n'avance pas.

C'est la raison pour laquelle nos orientations seront axées désormais sur un nombre limité de priorités avec la croissance et l'emploi au centre de l'intérêt.

Il était judicieux de réaligner. L'économie en Europe connaît de nouveau un essor prononcé!

- Pour l'année 2006 l'UE-27 peut enregistrer une croissance économique importante s'élevant à 2,9 %.
- Le taux de chômage de l'UE-25 a baissé en moyenne de 8,8% pour se situer à 7,9%.

- En outre, la Commission européenne a revu à la hausse ses estimations de croissance pour 2007 (2,7 %).
- Et les réformes nationales garantissent que les bonnes conditions cadres „de demain“ soient réunies.

L'Allemagne se situe au premier plan:

- La croissance s'élevait à 2,7% en 2006 et a donc dépassé toutes les attentes.
- La conjoncture intérieure – le maillon faible de l'Allemagne durant de longues années – a repris. Surtout pour les investissements.

- En janvier, 764.000 de chômeurs en moins – comparé à l’an d’avant - étaient recensés.
- Le déficit du budget a été ramené à 1,7 % du PIB.

Certes, l’Allemagne va de l’avant. Mais le gouvernement fédéral est décidé de profiter de l’essor pour réaliser d’autres réformes encore.

Je ne citerai que quelques mots clefs:

- la réforme de l’impôt sur les bénéfices,
- la réforme de l’impôt sur la succession,
- la réforme du secteur à bas salaires,

- la réforme de l'assurance dépendance,
- la réforme du fédéralisme bis.

Mais beaucoup de nos voisins européens sont également appelés à poursuivre le chemin des réformes.

Ici, une meilleure coopération des coordinateurs de Lisbonne peut être utile pour comparer les bonnes pratiques.

En tant que Président de trois Formations du Conseil et des Ministres du Commerce une amélioration des conditions cadres européens me tient particulièrement à coeur.

L'Europe doit prouver sa capacité d'agir et sa force d'action dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Il est grand temps de parachever le marché unique.

Cela n'apporte pas seulement des centaines de milliers d'emplois mais renforce également le site de l'Europe.

Nous devons supprimer les entraves auxquelles se heurte la libre circulation des marchandises:

Nous voulons améliorer la reconnaissance mutuelle pour les produits non harmonisés.

Au 21ème siècle on rencontre parfois toujours des problèmes lorsqu'on veut mettre sur le marché dans un Etat membre des échelles, des échafaudages ou des vélos. C'est insensé.

Pour cette raison, je mettrai tout en oeuvre pour faire avancer une initiative respective de la Commission au Conseil.

Une deuxième pierre essentielle dans la mosaïque du parachèvement du marché unique est la libéralisation du secteur postal.

Nous voulons la faire avancer pour l'accomplir en 2009.

En outre, nous voulons cette année encore trouver une nouvelle réglementation dans le domaine des tarifs d'itinérance beaucoup trop élevés.

Le marché unique doit encore être mieux adapté aux nouveaux défis mondiaux.

J'entends souvent les entreprises et associations allemandes se plaindre de ce qu'il n'y a pas de concurrence équitable.

Car tous les Etats membres ne transposent pas les directives dans leur droit national en temps voulu, donc en même temps.

Nous sommes donc fixé comme objectif de ramener le déficit de transposition de 1,5 % à présent à 1%.

Nous voulons améliorer les conditions cadres pour l'industrie et les prestataires de service en Europe.

L'objectif est de renforcer plus encore la compétitivité des entreprises européennes. Je pense ici surtout aux petites et moyennes entreprises.

Une priorité revient ici à la réduction des procédures bureaucratiques superflues.

Ludwig Erhard a dit une fois en substance – même si c'était dans un autre contexte:

„La direction que nous devons prendre est claire: nous libérer d’une économie commandée par la politique,

- qui place tous sous le joug d’une bureaucratie pléthorique sans bornes,
- qui étouffe tout sens du devoir et de la responsabilité mais également la volonté de la performance
- et qui engendre des rebelles même parmi les citoyens les plus pieux.“ Fin de la citation en substance.

Au Conseil de la compétitivité du 19 février, nous avons jeté les bases d’une débureaucratisation ambitieuse.

Lors du Conseil de printemps les 8 et 9 mars nous allons poursuivre dans ce sens en lançant un vaste programme d'action en matière de débureaucratisation.

L'élément central est de simplifier l'environnement législatif européen à hauteur de 25 %. Cela fera économiser des milliards d'euros à l'économie.

Dans ce dossier, nous apportons tout notre soutien au Président Barroso und au Vice-Président Verheugen.

Nous ne devons pas non plus relâcher nos efforts pour renforcer les innovations.

Une pierre marquante de l'agenda de Lisbonne est donc l'objectif de 3 %

d'investissement dans la recherche et le développement.

L'Allemagne a renforcé ses efforts pour investir 6 milliards d'Euro supplémentaires d'ici l'an 2009.

Mais le bon cadre doit aussi être posé au niveau européen. Quelques mots clefs:

- Promouvoir les standards innovateurs européens dans le monde,
- Une stratégie brevet
- Et la promotion des marchés directeurs innovateurs.

Il faut renforcer la compétitivité de l'UE sur les marchés tiers.

Pour ce faire, nous devons impérativement conclure les négociations de Doha.

Un échec des négociations attaquerait les fondements du système commercial international. Tout le monde y perdrait.

En tant que Président des ministres européens du commerce je m'engage pleinement en faveur d'une conclusion heureuse des négociations.

Il n'y a aucun doute que Ludwig Erhard se rangerait aujourd'hui toujours du côté de ceux qui combattent le protectionnisme et le cloisonnement et qui luttent pour un commerce international libre.

L'une de ses convictions était dès le début de ne pas miser sur la protection de l'économie extérieure mais sur les marchés ouverts.

Ce qui était valable pour les années de la reconstruction de l'Allemagne reste de mise aujourd'hui pour l'Europe:

Seule une économie saine, ouverte et performante est apte à aider ceux qui ont besoin d'aide et de solidarité.

La politique énergétique est l'une des questions centrales au 21ème siècle qui détermineront notre avenir.

Elle est la grande priorité de notre Présidence au Conseil et sera placée au centre du sommet de printemps.

Un approvisionnement énergétique sûr, rentable et respectueux de l'environnement n'est pas seulement important pour le consommateur. Elle est d'importance cruciale pour la compétitivité de l'économie européenne.

La 15 février, le groupe des ministres de l'énergie a fait de propositions étendues pour une politique énergétique de l'avenir.

Elle sont la base importante pour un plan d'action énergétique échelonné en fonction des priorités qui doit être adopté lors du sommet de printemps.

Quels sont nos objectifs?

Premièrement: Il est important de garantir notre approvisionnement énergétique.

Si l'Europe veut améliorer ses relations avec les pays producteurs importants elle doit parler d'une seule voix en matière de politique énergétique extérieure.

Il faut surtout intensifier la coopération énergétique entre l'UE et la Russie.

La renégociation de l'accord de partenariat et de coopération avec la Russie reste donc indispensable.

Deuxièmement: Les marchés européens de l'électricité et du gaz doivent mieux s'intégrer dans un marché européen unique.

La séparation efficace entre l'approvisionnement et la gestion des réseaux doit augmenter la compétitivité tout en réduisant les prix pour le consommateur d'énergie.

Les réglementations existantes en matière de dégroupage doivent être entièrement transposées.

Nous souhaitons faire élaborer par la Commission d'autres options pour des mesures supplémentaires.

Une fois de plus nous suivons les traces de Ludwig Erhard. Je cite en substance:

„Notre politique économique est au service du consommateur. Lui seul est la mesure et le juge de toute action économique.“

Troisièmement: L'Europe a besoin de plus d'énergies renouvelables.

Il faut les élargir tout en maîtrisant les coûts pour contribuer à

- une meilleure protection du climat

- une réduction de notre dépendance vis-à-vis des fournisseurs d'énergie.

Pour cette raison, les ministres de l'énergie ont proposé d'augmenter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergies primaires d'ici à l'an 2020.

Quatrièmement: L'efficacité énergétique doit être améliorée de façon significative en Europe.

Réduire notre consommation énergétique

- nous rend plus indépendants,
- protège l'environnement
- signifie des économies pour le consommateur.

Nous allons nous axer sur le potentiel d'économie en énergie estimé de 20 % d'ici l'an 2020, chiffre avancé par la Commission.

Nous devons aussi trouver une réponse à la question centrale de savoir comment faire le grand écart:

- le grand écart entre la protection du climat d'une part et
- la garantie de la compétitivité de nos entreprises d'autre part.

L'industrie est aussi de plus en plus consciente du fait que nous devons parer de façon décidée au changement climatique.

Ainsi, plus de 100 groupes industriels internationaux ont demandé la semaine passée dans une déclaration des mesures conséquentes pour la protection du climat.

Mais un approvisionnement en énergie sûr, des coûts énergétiques compétitifs et une protection du climat efficace doivent être adaptés à un concept global.

Aucune communauté, aucun pays individuel ne peut faire cavalier seul en matière de protection du climat.

Le Conseil Environnement a décidé la semaine passée que l'UE réduirait les émissions CO₂ de 20 % d'ici l'an 2020.

Si les pays industrialisés nous emboîtent le pas, nous pourrions même atteindre 30 %.

En outre, les pays émergents doivent être intégrés dans une répartition équitable des charges.

Il est inacceptable que des entreprises délocalisent le travail dans des pays qui n'assument pas leur responsabilité en matière de protection du climat.

Tous ces projets esquissés ne peuvent être réalisés que si nous nous y attelons ensemble.

C'est la raison pour laquelle la devise de la Présidence allemande stipule:

„Ensemble, nous réussirons l'Europe“.

Nous devons faire de la publicité pour l'Europe qui est notre chance et notre avenir!

Pour faire gagner l'Europe, nous avons besoin du cœur des citoyens.

Permettez-moi de citer en substance une fois de plus Ludwig Erhard qui reste toujours d'une grande actualité:

„Une Europe qui ne place pas la liberté tout en haut, mais qui veut la tenir en laisse et la dompter ne peut faire bouger ni le monde ni les peuples européens.“

Je vous remercie de votre attention et je me réjouis d'avance d'une discussion animée.